

**MÉMORIAL**  **Memorial**  
DU des  
**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.** **Großherzogthums Luxemburg.**

SAMEDI, 22 juin 1889.

N<sup>o</sup> 28.

Samstag, 22. Juni 1889.

*Circulaire relative à l'organisation des écoles primaires pour l'année scolaire 1889-1890.*

Les administrations communales auront à s'occuper bientôt de l'organisation de leurs écoles primaires et d'adultes pour l'année 1889 — 1890. Les imprimés nécessaires leur parviendront dans un bref délai. J'ai pu remarquer que dans les dernières années les retards regrettables apportés à la production des délibérations organiques ont diminué, et j'espère que pour l'année prochaine toutes les délibérations pourront être approuvées et retournées aux communes avant la rentrée des classes.

Je suis informé que dans beaucoup de communes on néglige de fournir aux élèves indigentes le matériel nécessaire pour les travaux à l'aiguille. Les dépenses de l'espèce figurent parmi celles qui sont obligatoires pour les communes. Elles forment d'ailleurs des dépenses productives et les administrations, soucieuses de l'intérêt de la commune aussi bien que de celui de la classe indigente de leurs administrés, ne lésineront pas sous ce rapport. C'est un point que je recommande à l'attention des commissions locales de surveillance des écoles. Lors de leurs visites périodiques elles s'assureront, s'il est satisfait à cette disposition de la loi.

J'engage en outre vivement ces mêmes commissions à apporter dans l'accomplissement de tous leurs devoirs le zèle et le dévouement que comporte le but si élevé et si important de leur

*Kundschreiben, betreffend die Organisation der Primärschulen für das Schuljahr 1889-1890.*

Die Gemeindeverwaltungen werden binnen Kurzem sich mit der Organisation ihrer Primär- und Fortbildungsschulen für das Jahr 1889-1890 zu beschäftigen haben. Die nöthigen Druckformulare werden ihnen in nächster Zeit zugehen. Ich habe bemerkt, daß in den letztvergangenen Jahren die bedauerlichen Verzögerungen in der Einsendung der Organisationsberatungen minder häufig waren und ich hoffe, daß für nächstes Jahr alle Beratungen vor Ablauf der Ferien genehmigt und den Gemeinden zurückgesandt werden können.

Ich habe erfahren, daß man es in vielen Gemeinden unterläßt, den dürftigen Schülerinnen das für die Handarbeiten erforderliche Material zu liefern. Die diesbezüglichen Ausgaben sind jedoch unter denjenigen aufgeführt, welche für die Gemeinden obligatorisch sind. Uebrigens sind es nutzbringende Ausgaben, und die Verwaltungen, die sich das Interesse der Gemeinde sowohl wie das ihrer dürftigen Angehörigen angelegen sein lassen, werden in dieser Beziehung nicht geizen. Ich empfehle diesen Punkt den Lokalaufsichtskommissionen zur Beachtung. Dieselben mögen sich bei ihren periodischen Besuchen davon überzeugen, ob dieser Bestimmung des Gesetzes Genüge geschieht.

Ich ersuche außerdem diese Kommissionen angelegentlichst, auf die Erfüllung aller ihrer Pflichten den Eifer und die Hingebung zu verwenden, welche der hohe und wichtige Zweck ihrer edeln

noble mission. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que l'exécution de la loi sur l'enseignement obligatoire réside principalement en elles. La moindre négligence de la part d'une commission locale peut avoir des conséquences funestes pour la fréquentation régulière de l'école et partant pour les progrès de l'instruction.

Le dernier rapport général montre clairement que même dans des conditions défavorables, les commissions composées d'hommes actifs ont pu amener une fréquentation régulière; ces résultats doivent encourager les autres commissions qui n'ont pas encore eu le même succès jusqu'ici; mais ils imposent aussi aux autorités scolaires le devoir de réagir contre l'indifférence de certaines commissions. Je prie MM. les commissaires de district ainsi que MM. les inspecteurs d'écoles de me signaler celles des commissions qui ne fonctionnent pas régulièrement, en même temps qu'ils m'indiqueront les causes auxquelles il faut attribuer cette inactivité.

On m'a signalé quelques abus qui existeraient quant aux dispenses de fréquentation scolaire accordées en vertu de l'art. 11 de la loi sur l'organisation de l'enseignement primaire. Les dispenses partielles qu'on accorde aux enfants employés à la garde du bétail, ne doivent pas comprendre plus de temps que n'en demande réellement ce service. Par les grandes chaleurs, le bétail ne peut guère être conduit au pâturage que pendant les premières et les dernières heures du jour. Il ne paraît donc pas nécessaire d'accorder des dispenses d'une demi-journée, lorsque la moitié de ce temps peut suffire. Ces dispenses ne doivent être accordées qu'à un seul enfant du même ménage et encore faut-il que les parents en aient besoin. Quelquefois il y a à la maison des enfants plus âgés ou d'autres personnes qui peuvent facilement être employés à la garde du bétail. Dans ce cas, les administrations communales n'accorderont pas de dispenses. Elles feront d'ailleurs bien de se renseigner chaque fois auprès des commissions locales et auprès du personnel enseignant, qui peuvent leur donner de précieux avis.

Aufgabe erheischt. So hängt beispielsweise die Durchführung des Gesetzes über den obligatorischen Unterricht hauptsächlich von ihnen ab. Die mindere Nachlässigkeit seitens einer Lokalkommission kann verderbliche Folgen für den regelmäßigen Schulbesuch und somit für den Fortgang des Unterrichts haben.

Der letzte allgemeine Bericht beweist deutlich, daß es selbst unter ungünstigen Verhältnissen den aus thatkräftigen Männern bestehenden Kommissionen gelungen ist, einen regelmäßigen Schulbesuch zu erzielen. Diese Resultate sollen die übrigen Kommissionen ermutigen, welche bis jetzt noch nicht denselben Erfolg hatten; sie legen aber auch den Schulbehörden die Pflicht auf, der Gleichgiltigkeit gewisser Kommissionen entgegen zu arbeiten. Ich bitte die H. H. Distriktskommissare und Schulinspektoren, mir diejenigen Kommissionen zu bezeichnen, welche nicht regelmäßig fungieren, und mir zugleich die Ursachen dieser Unthätigkeit anzudeuten.

Es sind mir einige Mißbräuche namhaft gemacht worden, welche in Bezug auf die unterm Art. 11 des Primärunterrichts-Gesetzes vorgeesehenen Entbindungen vom Schulbesuch vorkommen sollen. Die theilweisen Entbindungen, welche den zur Viehhut benötigten Kindern ertheilt werden, sollen nicht mehr Zeit begreifen, als diese Beschäftigung thatsächlich erfordert. Während der heißen Sommertage kann das Vieh schwerlich anders als in den Morgen- und Abendstunden ausgetrieben werden. Eine Entbindung von einem halben Tage dürfte also überflüssig sein, wenn die Hälfte dieser Zeit genügt. Es soll nicht mehr als ein Kind desselben Haushaltes dispensirt werden, und auch dies nur, wenn die Eltern dasselbe nöthig haben. Bisweilen gibt es im Hause ältere Kinder oder andere Personen, welche leicht zur Viehhut herangezogen werden können. In diesem Falle sollen die Gemeindebehörden keine Entbindungen gewähren. Dieselben thun übrigens wohl daran, sich jedesmal bei den Lokalkommissionen und dem Lehrpersonal zu erkundigen, welche ihnen werthvolle Auskunft geben können.

Les dispenses totales doivent être extrêmement rares et réservées aux cas d'absolue nécessité.

Cette année encore on a soulevé des plaintes relatives à l'inexécution de l'art. 30 de la loi du 20 avril 1881. Cet article porte qu'aucun enfant n'est admis à l'école, s'il ne justifie d'avoir été vacciné ou d'avoir eu la petite vérole. Le même article édicte des peines pécuniaires et même des peines d'emprisonnement contre celui qui aura sciemment envoyé ou reçu à l'école un enfant non vacciné.

Les administrations communales n'attachent pas assez d'importance à cette disposition de la loi, et cependant les instructions de l'autorité supérieure ne font pas défaut sur ce point. Je n'ai qu'à rappeler la circulaire du 29 avril 1880 et celle du 2 juin 1881. La dernière s'exprime comme suit :

« Pour mettre l'instituteur en situation d'examiner, si sous ce rapport il est satisfait à la loi, l'administration communale lui transmettra au commencement de l'année scolaire une copie certifiée de la liste des enfants vaccinés qui, aux termes de l'arrêté du Conseil de Gouvernement du 20 septembre 1844 (Memorial 1844, p. 473), doit être déposée dans chaque commune par les soins des vaccinateurs.

» Pour les enfants qui n'auraient pas été vaccinés dans la commune dont ils fréquentent les écoles, l'instituteur exigera la production d'un certificat du vaccinateur, visé par le bourgmestre de la commune afférente. »

J'aime à croire qu'à l'avenir on se montrera plus scrupuleux à l'égard d'une disposition légale dont l'inobservation peut avoir des suites désastreuses pour nos populations.

Luxembourg, le 16 juin 1889.

Le Directeur général de l'intérieur,  
H. KIRPACH.

Gänzliche Entbindung vom Schulbesuch darf nur höchst selten und bei unumgänglicher Nothwendigkeit vorkommen.

Auch dieses Jahr sind wieder Klagen darüber laut geworden, daß der Art. 30 des Gesetzes vom 20. April 1881 nicht zur Ausführung gelangte. Diesem Artikel zufolge darf kein Kind zum Schulbesuch zugelassen werden, wenn nicht nachgewiesen wird, daß dasselbe geimpft ist oder die Pockenkrankheit gehabt hat. Derselbe Artikel verhängt Geld- und sogar Freiheitsstrafen über denjenigen, welcher wissentlich ein nicht geimpftes Kind zur Schule geschickt oder in die Schule aufgenommen hat.

Die Gemeindebehörden messen dieser Bestimmung des Gesetzes nicht die gehörige Wichtigkeit bei, obgleich die Oberbehörde häufig genug auf dieselbe hingewiesen hat. Ich bringe nur das Rundschreiben vom 29. April 1880 und dasjenige vom 2. Juni 1881 in Erinnerung. In dem letztern heißt es :

„ Um den Lehrer in Stand zu setzen zu erkennen, ob in dieser Hinsicht dem Gesetze Genüge geleistet worden ist, muß die Gemeindeverwaltung ihm zu Anfang des Schuljahres eine beglaubigte Abschrift des Namensverzeichnisses der geimpften Kinder einhändigen, welche gemäß Beschluß des Regierungsraths vom 20. September 1844 (Memorial 1844, S. 473) in jeder Gemeinde durch die Vaccinatoren niederzulegen ist.

„ In Betreff der Kinder, welche nicht in der Gemeinde, deren Schulen sie besuchen, geimpft worden sind, hat der Lehrer die Beibringung eines vom Vaccinator ausgestellten und vom Bürgermeister der betreffenden Gemeinde beglaubigten Zeugnisses zu fordern.“

Ich hoffe, daß man in Zukunft gewissenhafter in Bezug auf eine Bestimmung verfahren wird, deren Nichtbeobachtung die bedauerlichsten Folgen für unsere Bevölkerung haben kann.

Luxemburg, den 16. Juni 1889.

Der General-Director des Innern,  
G. Kirpach.

*Rectification. — Caisse d'épargne.*

L'arrêté royal grand-ducal du 29 mai 1889, portant règlement pour la Caisse d'épargne — publié par le Mémorial n° 27, p. 313-331 — contient à l'art. 6, p. 314, une erreur qui est à rectifier :

Au lieu de : « Toutes les personnes qui participent au service de la Caisse d'épargne d'une manière quelconque, doivent observer, hors les cas prévus par la loi, le secret des observations . . . », il faut lire : « . . . le secret des opérations. »

*Avis. — Emprunts communaux.*

Liste des obligations de différents emprunts communaux, sorties au tirage du 6 juin 1889 et remboursables à la Banque Internationale à Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre :

Emprunt de la commune d'Esch s./A. de 1884. — Anleihe der Gemeinde Esch a. d. A. von 1884.  
Litt. D à 500 frs. : N°s 139, 156, 215, 311, 412; — Litt. E à 100 frs. : N°s 3, 123, 169, 186, 195, 330, 388, 467.

Emprunt de la commune de Wormeldange de 1887. — Anleihe der Gemeinde Wormeldingen von 1887.  
Litt. A à 500 frs. : N° 2; — Litt. B à 100 frs. : N° 13.

Emprunt de la même commune, section d'Ehnen de 1889. — Anleihe derselben Gemeinde, Sektion Ehnen von 1889.  
N° 30 à 100 frs.

Luxembourg, le 12 juin 1889.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
**H. KIRPACH.**

Luxemburg, den 12. Juni 1889.

*Der General-Director des Innern,*  
**H. Kirpach.**

*Arrêté du 20 juin 1889, prescrivant un recensement du bétail.*

**LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT  
DU GOUVERNEMENT ;**

Vu l'art. 63 du règlement du 14 décembre 1861 pour l'amélioration de la race des chevaux, de la race des bêtes à cornes et de celle des porcs ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Un recensement général du bétail aura lieu, du 1<sup>er</sup> au 10 juillet prochain, dans chaque

*Berichtigung. — Sparkasse.*

Art. 6 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 29. Mai 1889, das Reglement der Sparkasse enthaltend (Memorial Nr. 27, S. 314), ist berichtigt wie folgt :

„Alle an der Verwaltung der Sparkasse in irgend welcher Weise theiligten Personen haben, mit Ausschluß der durch das Gesetz vorgesehenen Fälle, über die Geschäfte, welche sie vornehmen oder welche ihnen zur Kenntnis gekommen sind, das Amtsgeheimnis zu wahren . . . . .“

*Bekanntmachung. — Gemeindeanleihen.*

Liste der bei der Ziehung vom 6. Juni d. J. hervorgegangenen Obligationen, welche vom 1. Dezember künftigt ab bei der Internationalen Bank zu Luxemburg heimzahlbar sind :

Emprunt de la commune d'Esch s./A. de 1884. — Anleihe der Gemeinde Esch a. d. A. von 1884.  
Litt. D à 500 frs. : N°s 139, 156, 215, 311, 412; — Litt. E à 100 frs. : N°s 3, 123, 169, 186, 195, 330, 388, 467.

Emprunt de la commune de Wormeldange de 1887. — Anleihe der Gemeinde Wormeldingen von 1887.  
Litt. A à 500 frs. : N° 2; — Litt. B à 100 frs. : N° 13.

Emprunt de la même commune, section d'Ehnen de 1889. — Anleihe derselben Gemeinde, Sektion Ehnen von 1889.  
N° 30 à 100 frs.

Luxemburg, den 12. Juni 1889.

*Der General-Director des Innern,*  
**H. Kirpach.**

*Beschluß vom 20. Juni 1889, eine Viehzählung betreffend.*

**Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung;**

Nach Einsicht des Art. 63 des Reglements vom 14. Dezember 1861, über die Veredlung der Pferde-, Hornvieh- und Schweinezucht ;

Beschließt :

**Art. 1.** Eine allgemeine Viehzählung findet vom 1. bis 10. Juli nächsthin, durch Vermitt-

commune du pays, par les soins des collèges des bourgmestre et échevins. Des formulaires imprimés leur seront transmis à cette fin.

**Art. 2.** Les autorités communales ne pourront charger du dit recensement que des personnes capables de fournir un travail exact; elles leur enjoindront de se rendre dans chaque maison pour recueillir les renseignements au domicile même des propriétaires de bétail.

**Art. 3.** Il sera dressé dans chaque commune un état nominatif des propriétaires de bétail indiquant pour chacun d'eux le nombre des têtes de bestiaux de chaque catégorie qu'il possède et un second état présentant le résumé du premier et contenant les mêmes renseignements par section de commune.

Ce dernier état sera établi en double exemplaire et les administrations communales tiendront la main à ce qu'il soit dressé avec toute l'exactitude possible.

**Art. 4.** Pour le 15 juillet prochain au plus tard, ces trois états seront transmis à M. le commissaire de district, qui gardera dans ses archives l'un des deux exemplaires du résumé et enverra l'autre au Gouvernement, avec l'état nominatif des propriétaires du bétail, avant le 1<sup>er</sup> août prochain, après due vérification.

**Art. 5.** Il sera en outre annexé à ces deux relevés, pour chaque commune, une liste nominative des détenteurs de juments desquelles sont nés des poulains provenant de la monte de l'année précédente, avec indication de l'étalon qui a procréé chacun de ces poulains. La valeur de chaque poulain sera également consignée sur cette liste.

**Art. 6.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 20 juin 1889.

Le Ministre d'État, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.

lung der Schöffencollegien, in jeder Gemeinde statt. Die Formulare hierzu werden denselben zugestellt.

**Art. 2.** Die Communalbehörden sollen mit dieser Zählung nur solche Personen betrauen, von denen eine genaue Aufnahme erwartet werden darf, und befehlen denselben an, sich von Haus zu Haus zu begeben, um in den Wohnungen der Eigenthümer selbst Kenntnis vom Viehbestand zu nehmen.

**Art. 3.** In jeder Gemeinde soll ein namentliches Verzeichniß der Viehbesitzer mit Angabe der Anzahl Haupt jeder Art ihres Viehbestandes aufgestellt werden; ferner ein zweites Verzeichniß, welches Ersteres zusammenfaßt und dieselben Angaben nach Gemeindefektionen enthält.

Letzteres Verzeichniß wird in duplo aufgestellt und die Gemeindeverwaltungen haben für die genaueste Anfertigung desselben Sorge zu tragen.

**Art. 4.** Diese drei Verzeichnisse werden spätestens für den 15. Juli künftigt dem Districts-Commissar übersandt, welcher eines der beiden Exemplare der Zusammenstellung für sein Archiv behält, und das andere, nebst dem Namensverzeichniß der Viehbesitzer, nach vorheriger Prüfung vor dem 1. August der Regierung einzusenden hat.

**Art. 5.** Diesem Verzeichnisse wird für jede Gemeinde eine Namensliste der Besitzer derjenigen Stuten beigefügt, welche von der Beschälung des Vorjahres herrührende Füllen geworfen haben und sind hierbei zugleich die Hengste anzugeben, von welchen letztere abstammen. Auch soll der Werth jedes Füllens auf dieser Liste verzeichnet werden.

**Art. 6.** Gegenwärtiger Beschluß soll in's „*Memorial*“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 20. Juni 1889.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
Eyschen.

*Circulaire du 21 juin 1889, concernant la révision des listes électorales.*

Conformément à l'art. 15 de la loi du 5 mars 1884, les collèges des bourgmestre et échevins devront procéder, du 1<sup>er</sup> au 14 août prochain, à la révision des listes des citoyens qui, ayant à la première de ces dates leur domicile réel dans la commune, sont appelés à participer à l'élection des membres de la Chambre des députés et des membres des conseils communaux. A cet effet, ils recevront sous peu les formulaires imprimés nécessaires, consistant en une liste en forme de placard (liste originale) et en trois exemplaires pour copie en forme de cahier, ainsi qu'un double des rôles des contributions, certifié conforme par le receveur et vérifié par le contrôleur.

Les administrations communales doivent avoir soin surtout de bien renseigner dans les listes électorales, à dresser par ordre alphabétique, en regard des nom et prénoms de chaque électeur, les indications prévues à l'art. 20 de la loi électorale, à savoir : le lieu et la date de la naissance; la date à laquelle il a acquis la qualité de Luxembourgeois, s'il ne possède pas cette qualité par le fait de la naissance; les numéros des articles des rôles, avec indication du lieu où il paie ses contributions jusqu'à concurrence du cens électoral; le montant et la nature de ces contributions, en les distinguant en autant de catégories qu'il y a d'impôts directs comptant pour la formation du cens, et en faisant mention, le cas échéant, des contributions attribuées à l'électeur du chef de biens appartenant à sa femme ou à ses enfants, dont il n'aurait pas la jouissance; enfin, éventuellement, l'indication de la dévolution du cens payé par la mère ou la belle-mère pour l'électorat communal. On aura également soin du double numérotage exact des électeurs inscrits pour les deux degrés.

La liste originale, confectionnée avec le plus grand soin, sera arrêtée provisoirement le 14, et affichée dès le lendemain 15 août. Cet arrêté sera conçu de la manière suivante :

**Kundschreiben vom 21. Juni 1889, die Revision der Wählerlisten betreffend.**

Gemäß Art. 15 des Gesetzes vom 5. März 1884 haben die Schöffencollegien vom 1. bis 14. August künftig zur Revision der Listen derjenigen Bürger zu schreiten, welche zu der erstgenannten Zeit ihr wirkliches Domizil in der Gemeinde haben und an der Wahl der Mitglieder des Gemeinderathes und der Deputirtenkammer Theil zu nehmen berufen sind. Zum Zwecke dieser Revision werden ihnen nächstens die nöthigen Druckformulare, eine Anschlagliste (Originalliste), drei Exemplare zur Abschrift in Heftform, sowie ein vom Steuer-Einnehmer bescheinigtes und vom Controleur geprüftes Duplikat der Steuerrollen zugehen.

Die Gemeindeverwaltungen sollen vor allem darauf achten, daß in den in alphabetischer Ordnung aufzustellenden Listen, dem Namen und Vornamen eines jeden Wählers gegenüber, alle durch Art. 20 des Wahlgesetzes vorgesehene Aufschlüsse genau angegeben werden, nämlich : Ort und Datum der Geburt; der Zeitpunkt, wo er die Eigenschaft eines Luxemburgers erworben hat, wenn er dies nicht von Geburt ist; die Nummern der Artikel der Rollen, und der Ort, wo er seine Steuern bis zur Höhe des Wahlcensus bezahlt; der Betrag und die Art dieser Steuern, in so viel Kategorien getheilt, als es direkte, zur Bildung des Wahlcensus dienende Steuern gibt; hier sollen ereignendenfalls auch diejenigen Steuern verzeichnet werden, welche dem Wähler von seiner Frau oder seinen Kindern gehörigen Gütern zugezählt werden, in deren Genuß er jedoch nicht stände; schließlich noch die Angabe einer etwaigen Zuwendung des durch die Mutter oder Schwiegermutter entrichteten Census für die Gemeindegewählten. Man beachte desgleichen die genaue doppelte Nummerfolge der für die beiden Grade eingetragenen Wähler.

Die mit aller Sorgfalt aufgestellte Originalliste wird provisorisch am 14. festgestellt und gleich am folgenden Tage, den 15. August, angeschlagen. Die Feststellung lautet folgendermaßen :

« Arrêté la présente liste au nombre de . . .  
» inscrits comme électeurs communaux et de . . .  
» inscrits comme électeurs pour la Chambre des  
» députés.

»A . . . . ., le 14 août 1889.

» Le Collège des Bourgmestre et échevins. »

Le même jour du 15, une copie de la liste provisoirement arrêtée sera transmise à M. le commissaire de district. On ne saurait assez insister sur la parfaite identité de cette copie, de même que des deux autres dont il sera traité plus loin, avec la liste originale, afin que les omissions et discordances qu'on a eu l'occasion de remarquer à plusieurs reprises, ne se reproduisent plus.

Les nouvelles inscriptions feront l'objet d'un relevé spécial, avec indication des noms, prénoms, état ou profession, domicile, date et lieu de naissance, relevé qui est à transmettre dès le 15 août au parquet général à Luxembourg, afin de permettre à ce dernier de vérifier si les nouveaux inscrits n'ont pas été l'objet d'une décision judiciaire portant privation du droit électoral. Au cas où il n'y aurait pas de nouvelles inscriptions, l'administration communale adressera un avis négatif au parquet général, qui de son côté informera, avant le 31 août, les administrations communales des radiations qu'elles auront à opérer.

Les réclamations que peut élever contre la liste provisoire tout citoyen de la circonscription, sont portées devant le collège des bourgmestre et échevins avant le 31 août, et celui-ci y statuera avant le 3 septembre, en motivant ses décisions, mais sans être tenu de produire des pièces à l'appui, obligation qui incombe seulement au réclamant.

Les listes seront clôturées définitivement le 3 septembre, avec le certificat suivant, à apposer tant sur la liste originale en placard que sur les deux copies à faire :

« La liste ci-dessus, qui a été affichée depuis le 15 août jusqu'au 30 du même mois inclusivement, et contre laquelle il n'a été formé

„Gegenwärtige Liste ist auf . . . . . einge-  
„schriebene Gemeindewähler und auf . . . . .  
„Kammerwähler festgestellt.

„Zu . . . . . am 14. August 1889.

„Das Collegium der Bürgermeister u. Schöffen.“

Am nämlichen Tage, 15. August, wird eine Abschrift der provisorisch festgestellten Liste dem Hrn. Districtscommissar übersandt. Wir können hier nicht genug darauf bestehen, daß diese Abschrift sowie auch die beiden andern, von denen später die Rede sein wird, mit dem Original vollständig übereinstimmen, damit die Abweichungen, welche man zu verschiedenen Malen wahrzunehmen Gelegenheit hatte, sich nicht wiederholen.

Ein besonderes Verzeichnis der neu eingeschriebenen, mit Angabe der Namen, Vornamen, Stand oder Beruf, Wohnort, Ort und Datum der Geburt, wird der Generalstaatsanwaltschaft zu Luxemburg, gleich am 15. August übersandt, damit Letztere prüfen kann, ob die betreffenden Personen nicht etwa eine Verurteilung erlitten, wodurch sie des Wahlrechtes verlustig geworden sind. Sind keine Neueintragungen gemacht worden, so wird die Gemeindebehörde solches der Generalstaatsanwaltschaft durch Einsendung eines vaktaten Verzeichnisses kund thun. Letztere wird den Gemeindeverwaltungen vor dem 31. August die etwa vorzunehmenden Streichungen anzeigen.

Die Einsprüche, welche jeder Bürger des Wahlbezirktes gegen die provisorische Liste erheben kann, sind vor dem 31. August an das Schöffencollegium zu richten, welches darüber vor dem 3. September entscheidet. Diese Entscheidungen müssen begründet sein, ohne daß indeß das Schöffencollegium zur Beibringung von Belegstücken gehalten wäre; dies ist lediglich Sache des Reklamanten.

Am 3. September werden die Listen endgültig abgeschlossen mit nachfolgendem Atteste, welches sowohl auf die Originalliste in Anschlagform als auf die beiden Abschriften zu stehen kommt :

„Obige Liste, welche vom 15. August bis zum  
„30. desselben Monats einschließlich angeschlagen  
„war und gegen welche kein Einspruch erhoben

»aucune réclamation (ou bien) contre laquelle  
»il a été formé . . . réclamations quant aux  
»électeurs communaux et . . . réclamations  
»quant aux électeurs pour la Chambre des dé-  
»putés, est définitivement close et arrêtée au  
»nombre de . . . inscrits comme électeurs  
»communaux et de . . . inscrits comme élec-  
»teurs pour la Chambre des députés.

»A. . . . . le 5 septembre 1889.

»Le Collège des bourgmestre et échevins »

Les noms des citoyens inscrits ou rayés de-  
puis le 13 août seront affichés du 4 septembre  
au 12 du même mois.

Toutes les fois que le nom d'un électeur ins-  
crit est rayé, soit du 1<sup>er</sup> au 14 août, soit du 16  
au 30 août ou 3 septembre, la radiation motivée  
doit être notifiée au citoyen rayé, par écrit et à  
domicile, au plus tard dans les quarante-huit  
heures du jour où la liste a été affichée ; le  
collège échevinal n'est pas tenu de notifier aux  
intéressés les refus d'inscription.

Ces notifications sont faites sans frais par un  
agent de la police locale, qui en retire récépissé  
ou, à défaut de récépissé, constate la notifica-  
tion par une déclaration qui fait foi jusqu'à  
preuve contraire (art. 25) — Nous insistons sur  
l'observance de ce délai de quarante-huit heures  
d'autant plus que, si cette notification est faite  
tardivement, le recours du chef de radiation ou  
de réduction d'impôts sera encore recevable  
dans les dix jours à dater de cette notification,  
et que la déchéance ne peut être opposée si  
aucune notification n'a été faite par le collège  
échevinal (art. 32.)

Le 4 septembre, les administrations commu-  
nales adresseront aux commissaires de district  
l'original de la liste, l'une des copies en forme  
de cahier bien cousu, ainsi que toutes les  
pièces mentionnées à l'art. 26 de la loi.

Le recours devant le tribunal d'arrondisse-  
ment contre les inscriptions, radiations ou

»worden ist, (oder) gegen welche . . . Einsprüche  
»in Bezug auf die Gemeindegewähler und . . . in  
»Bezug auf die Kammergewähler erhoben worden  
»sind, ist endgültig abgeschlossen und auf . . .  
»eingetragene Gemeindegewähler und . . . ein-  
»getragene Kammergewähler festgesetzt.

» . . . . . den 3. September 1889.

»Das Collegium der Bürgermeister u. Schöffen.«

Die Namen der nach dem 15. August einge-  
schriebenen oder gestrichenen Bürger werden vom  
4. bis zum 12. September angeschlagen.

So oft der Name eines eingeschriebenen Wäh-  
lers, sei es vom 1. bis 14. August, sei es vom  
16. bis 30. August oder 3. September, gestrichen  
wird, muß die begründete Streichung dem be-  
treffenden Bürger schriftlich in seiner Wohnung  
und zwar spätestens achtundvierzig Stunden vom  
Tage des öffentlichen Anschlags ab, notifiziert wer-  
den; die Einschreibeverweigerung braucht das Schöp-  
fencollegium den Interessenten nicht zu notifizieren.

Diese Benachrichtigungen geschehen kostenfrei  
durch einen Agenten der Lokalpolizei, der sich  
dafür Bescheinigung geben laßt, oder Mangels  
dessen die erfolgte Benachrichtigung durch eine  
Erklärung feststellt, welche bis zum Ge enbeweis  
rechtliche Geltung hat (Art. 25). — Wir dringen  
um so mehr auf Beachtung dieser achtundvierzigstün-  
digen Frist, als, wenn diese Anzeige zu spät erfolgt,  
die Berufung gegen unrechtmäßige Streichung oder  
Steuerherabsetzung innerhalb zehn Tage vom Tage  
der Anzeige ab noch zulässig ist, und bei gänzlicher  
Versäumung derartiger Anzeige seitens des Schöp-  
fencollegiums der Verfall des Berufungsrechtes  
nicht geltend gemacht werden kann (Art. 32).

Am 4. September werden die Gemeindever-  
waltungen die Originalliste nebst einer der Ab-  
schriften in Heftform, welche gut zu nähen sind,  
sowie die sämtlichen im Art. 26 des Gesetzes  
erwähnten Schriftstücke an den Hrn. Distrikts-  
commissar einsenden.

Die Berufung an das Bezirksgericht gegen  
Eintragung, Streichung oder Auslassung der Na-



omissions de noms d'électeurs, ou contre les attributions d'impôts peut être exercé du 4 au 30 septembre; le recours en cassation contre les jugements du tribunal doit être interjeté dans les vingt jours à partir du prononcé, le tout à peine de nullité.

Le 15 avril au plus tard les commissaires de district recevront, de la part des greffiers des tribunaux, un état des jugements passés en force de chose jugée, ainsi que des arrêts infirmatifs de la cour supérieure de justice, avec les indications nécessaires pour faire les changements ordonnés par ces décisions. C'est conformément à ces jugements et arrêts et aux indications données que les commissaires de district auront à rectifier les listes électorales avant le 1<sup>er</sup> mai 1890, à partir de laquelle date les élections se feront d'après les listes révisées.

Une copie de la liste définitivement arrêtée le 3 septembre et éventuellement rectifiée par le commissaire de district sera ensuite adressée au Gouvernement par ce fonctionnaire.

Nous ne saurions assez insister sur la rigoureuse observance des prescriptions et formalités si multiples qui sont prévues par la loi et qui ont toutes leur importance; aussi tous ceux qui sont appelés à participer à l'exécution de la loi ne manqueront pas d'y apporter tous leurs soins.

Luxembourg, le 21 juin 1889.

<p style="text-align: center;">Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, EYSCHEN.</p>	<p style="text-align: center;">Le Directeur général de l'intérieur, H. KIRPACH.</p>
--	---

*Circulaire concernant la confection des projets de constructions communales.*

Il m'arrive encore sans cesse des projets de constructions communales qui ne sont pas élaborés conformément aux prescriptions de ma circulaire du 24 mai 1887 (Mémorial, n° 32).

Tantôt c'est le plan de situation avec profils du terrain et coupes de sondages qui y font dé-

men von Wählern, oder gegen Zuthellung von Steuern, hat vom 4. bis zum 30. September zu geschehen; die Cassationsberufung gegen die Entscheidungen des Gerichtes muß innerhalb zwanzig Tagen nach erlassenen Urtheil eingelegt werden, alles unter Strafe des Verfalls.

Spätestens bis zum 15. April erhalten die Districtscommissäre von den Gerichtsschreibern eine Aufstellung der rechtskräftig gewordenen Urtheile, sowie der aufhebenden Erkenntnisse des Obergerichtshofes, unter Mittheilung der Angaben, welche zur Vornahme der durch diese Entscheidungen verordneten Aenderungen erforderlich sind. Auf diese Urtheile, Erkenntnisse und Angaben gestützt, haben die Districtscommissäre die Wählerliste zu berichtigen und zwar vor dem 1. Mai 1890, von welchem Tage an die Wahlen nach den revidirten Listen vorgenommen werden.

Eine Abschrift der definitiv am 3. September festgestellten und eventuell durch den Districtscommissar berichtigten Liste wird durch diesen Beamten der Regierung übermacht.

Wir können nicht genug auf der genauen Beachtung der so vielfältigen Vorschriften und Formalitäten bestehen, welche durch das Gesetz vorgesehen sind und alle ihre Wichtigkeit haben; wir und diejenigen, welche an der Ausführung des Gesetzes mitzuwirken haben, werden nicht ermangeln, demselben ihre ganze Sorgfalt zuzuwenden.

Luxemburg, den 21. Juni 1889.

<p style="text-align: center;">Der Staatsminister, Präsident der Regierung, Eyschen.</p>	<p style="text-align: center;">Der General-Director des Innern, H. Kirpach.</p>
--	---

**Mundschreiben, betreffend die Ausarbeitung der Entwürfe zu Gemeindebauten.**

Beständig werden mir Entwürfe zu Gemeindebauten unterbreitet, welche den Vorschriften meines Mundschreibens vom 24. Mai 1887 (Mem. Nr. 32) nicht entsprechen.

Defter's fehlen der Situationsplan mit den Nivelirungsprofilen des Terrains und den Schnitt-

faut ; tantôt ce sont les détails d'exécution, la série des prix et le cahier des charges qui manquent.

Afin de prévenir les retards très préjudiciables à la marche régulière du service, résultant du renvoi des projets à leurs auteurs, j'invite les administrations communales et spécialement les secrétaires communaux à veiller dorénavant à ce qu'aucun plan et devis ne soit plus soumis à l'approbation de l'administration supérieure, avant qu'il n'ait été complété d'après ma circulaire précitée.

Luxembourg, le 21 juin 1889.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
**H. KIRPACH.**

---

*Avis. — Association syndicale.*

Par arrêté du soussigné, en date du 20 juin 1889, l'association syndicale pour la construction de chemins d'exploitation à Ospern, territoire de la commune de Redange, a été autorisée.

Cet arrêté, ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Redange.

Luxembourg, le 20 juin 1889.

*Le Ministre d'État, Président  
du Gouvernement,*  
**EYSCHEN.**

---

tenflächen der Sonbirungen, oder die Detailzeichnungen, die Serie der Breite und das Bedingungenheft.

Um die auf den regelmäßigen Verlauf des Dienstes sehr nachtheilig einwirkenden Verzögerungen zu verhindern, welche durch die Rückführung der Entwürfe an die Fachmänner verursacht werden, ersuche ich die Gemeindeverwaltungen und besonders die H. H. Gemeindefekretäre, in Zukunft dafür Sorge zu tragen, daß kein Plan und Kostenanschlag mehr der Genehmigung der Oberbehörde unterbreitet werde, bevor eine Vollständigung gemäß obenerwähntem Rundschreiben stattgefunden hat.

Luxemburg, den 21. Juni 1889.

*Der General-Director des Innern,*  
**H. Kirpach.**

---

**Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.**

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 20. Juni 1889, ist die Syndikatsgenossenschaft für Feldwegebau zu Ospern, Gemeinde Redingen, genehmigt worden.

Dieser Beschluß, sowie ein Duplikat des Genossenschaftskalles sind in dem Regierungsgebäude und dem Gemeindefekretariat zu Redingen hinterlegt.

Luxemburg, den 20. Juni 1889.

*Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,*  
**Eyschen.**

---



**Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats Mai 1889.**

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wiltz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Remich	Wersch.	Greven- macher.	Gsch- a. d. A.
Weizen . . . .	Hectoliter	18 00	19 25	20 00	19 50	18 50	19 00	"	"	18 50
Mischelfrucht . .	—	16 50	18 25	"	18 50	17 27	17 25	"	"	16 50
Roggen . . . .	—	14 60	15 00	16 25	15 00	15 11	"	"	"	14 25
Gerste . . . .	—	13 00	13 00	"	12 00	11 54	"	"	"	12 75
Spelz . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideforn . . . .	—	"	14 50	15 00	"	"	"	"	"	"
Hafer . . . .	—	8 50	8 00	7 75	8 50	7 50	8 00	"	"	9 25
Erbfen . . . .	—	20 00	"	"	"	18 30	20 00	"	"	"
Bohnen . . . .	—	15 00	"	"	"	15 25	"	"	"	"
Linfen . . . .	—	22 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln . . . .	—	6 00	5 00	5 25	5 00	"	6 25	"	5 00	7 75
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 60	"	0 44	0 45	0 40	0 38	"	0 40	0 60
Mischel-Mehl . . .	—	0 50	"	0 38	0 35	0 37	0 34	"	0 36	0 50
Roggen-Mehl . . .	—	0 40	"	0 30	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter . . . .	—	2 60	2 50	2 50	2 50	2 50	2 50	2 60	2 50	2 80
Eier . . . .	Duzend.	0 75	0 60	0 50	0 60	0 67	0 60	0 60	0 70	0 75
Heu . . . .	100 Kilo.	11 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh . . . .	—	9 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz . . . .	Stere.	12 50	"	"	"	"	12 50	"	"	"
Eichenholz . . . .	—	9 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Weichholz . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dahnenfleisch . . .	Kilogr.	1 60	1 20	1 40	1 40	"	"	1 40	"	1 60
Kuh- od. Rindfleisch	—	1 20	1 10	1 20	1 20	1 20	1 20	1 40	1 20	1 25
Kalb- od. Kalbfleisch	—	1 40	1 10	1 00	1 20	1 30	1 20	1 30	1 20	1 30
Lammfleisch . . . .	—	1 60	1 20	1 60	1 40	"	1 50	"	1 40	1 45
Schweinefleisch . .	—	1 60	"	1 40	1 40	1 40	"	"	1 60	1 60
ib. geräuchert.	—	2 20	"	"	"	"	"	"	"	2 00